

Pourquoi hésiter à parler de ce qui fâche ?

Le squatter de l'Elysée papote, potine et pantine autant qu'il veut. Mais que fait-il ? Il donne l'argent des contribuables directs et indirects (TVA) aux sociétés mondialisées du capitalisme car son passage à la banque ROTHSCHILD lui a permis de se faire des amitiés fortes dans le monde sans toit ni foi de ceux qui tirent du travail des autres une plus-value excessive, privant de la juste rémunération de leur labeur ceux qui sont à l'origine de cette plus-value. Certes, les révolutions industrielles, du charbon, puis du pétrole entre autre, ont permis, outre la forte explosion démographique, l'amélioration notable du genre de vie de la population mondiale : le capitalisme, par ses investissements colossaux, en est cause pour une bonne part, mais il s'est servi outre-mesure et continue d'exploiter le filon. Les guerres mondiales du XXème lui ont permis de faire de monstrueux bénéfices et, depuis, les conflits sans fin qui agitent l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et même, maintenant, l'Europe, ont fait exploser au-delà du raisonnable les dividendes des très gros actionnaires et les ont rendus intouchables en leur forgeant une respectabilité hors de propos. Certains de ces richards font du tourisme spatial, d'autres – ou les mêmes – vendent à prix d'or des médicaments qu'ils monopolisent ... Ils sont les vampires du genre humain, mais sont les amis privilégiés de notre squatter élyséen !

Celui-ci est un farouche tenant de la « *concurrence libre et non faussée* » et il a favorisé le démantèlement d'EDF pour que des concurrents lui tiennent la dragée haute, tellement haute que le déficit de ces concurrents à la petite semaine est payé par EDF ... Donc, par les abonnés de la dite EDF qu'on parle de renationaliser ! N'importe quoi ! En outre, le coucou du palais de l'Elysée, depuis son premier mandat, se prétend écologique et il a laissé carrément tomber l'entretien des centrales nucléaires qui donnaient à la France la souveraineté énergétique qu'elle a perdue de ce fait ; les artisans qui utilisent l'électricité pour leurs fours, leurs frigos, leurs scies, leurs arroseurs, etc. sont pris à la gorge et le « *quoiqu'il en coûte* », lié à la pandémie, redevient le *leitmotiv* des ministres en col roulé qui l'ont pourtant proclamé banni de leur vocabulaire politique.

Là-dessus, notre locataire prétendument légitime de l'Elysée persiste dans sa volonté de prendre le fric des futurs et actuels retraités. Il a remis sur la table son projet de réforme des retraites sous prétexte d'un léger et passager déficit. Pourquoi s'entête-t-il à ce point ?

Le programme du CNR de 1944, peu avant la disparition tragique et ignominieuse de Jean MOULIN, a pourtant clairement dit qu'il fallait donner une « *retraite digne aux vieux travailleurs* ». Mais, sous prétexte de l'allongement de l'espérance de vie qui est le résultat d'un progrès culturel inouï (il y a 300 ans, l'espérance de vie était de 25 ans, alors qu'elle est aujourd'hui, en France, de 80 ans et plus), le prétendu président veut faire durer jusqu'à 64 ans voire plus le temps de travail : il faut travailler plus de 143 trimestres pour avoir une retraite complète alors, qu'au début des années 2000 il en fallait moins de 138 ! Entre temps, la population française a augmenté et elle a aussi vieilli ; n'empêche que la productivité du travail a également fait un bond en avant et que la plus-value qui en a résulté a été presque intégralement spoliée par les capitalistes. Il y a un double désavantage pour les travailleurs : ils sont privés de la juste rémunération de leur labeur car l'énorme plus-value prise par le **capitalat** les prive d'augmentations de salaire, et leur productivité améliorée n'est que marginalement prise en compte dans leurs rémunérations. Sur un contingent d'actifs mal payés, et pour cause, il faut prélever les retraites des anciens travailleurs plus nombreux : plutôt que de limiter la plus-value du **capitalat**, on fait donc travailler les premiers plus longtemps en les payant aussi mal !

Ne pas oublier que, depuis 1996, les lois de financement de la sécurité sociale dont relèvent les retraites sont **constitutionnellement** votées par le Parlement et que tripatouiller les retraites est un acte d'État qui permet à celui-ci d'y trouver son compte ... pour le « *quoiqu'il en coûte !* » ...

Capitalismus delendus est.